



Synthèse du **MÉMORANDUM** 2009 et des **MÉMORANDUMS SECTORIELS**

LA COMMUNE, L'EFFICACITE DE LA PROXIMITE

Les revendications de l'Union des Villes
et Communes de Wallonie
pour des pouvoirs locaux au service du citoyen



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl

LA COMMUNE, L'EFFICACITE DE LA PROXIMITE

Les élections régionales constituent un moment important pour les pouvoirs locaux: renouvellement d'idées, optimisation ou confirmation de politiques; quels que soient les résultats du vote, les élections apportent toujours leur vent de renouveau.

En vue des élections régionales de 2009, l'Union des Villes et Communes de Wallonie a l'honneur d'adresser son Mémoire au monde politique wallon.

Représentant les 262 communes et CPAS de Wallonie, les 72 zones de police, la quasi-totalité des sociétés de logement de service public et un grand nombre d'intercommunales, l'Union des Villes et Communes de Wallonie est honorée de porter les revendications des pouvoirs locaux vers la Région.

Force de proposition constructive, l'Union se réjouit de pouvoir déployer avec le nouveau Gouvernement wallon une collaboration positive, reflet du partenariat que les pouvoirs locaux nouent avec leur autorité régionale afin de participer activement au redéploiement de la Wallonie.

Le présent Mémoire reprend la synthèse des revendications politiques portées, avec force et conviction, par le Conseil d'administration de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, sous l'égide de Paul Furlan, son Président.

Sa rédaction a été assurée par Michèle Boverie, Secrétaire générale adjointe.

Il a été approuvé en Conseil d'administration du 2 décembre 2008.

Toute information à propos de ce document peut être obtenue auprès de Louise-Marie Bataille, Secrétaire générale (tél. 081 240 605).

Consultez-le également en ligne sur notre site www.uvcw.be ainsi que nos mémoires sectoriels consacrés à l'aménagement du territoire, au logement, à l'environnement, à l'énergie, à la mobilité, aux matières communautaires (sport, enfance, culture), à l'intercommunalité, à la ruralité, aux nouvelles technologies.





LA COMMUNE, UN SERVICE PUBLIC ALLIANT PROXIMITE ET EFFICACITE

- > **Optimiser la gouvernance locale:**
 - Assurer la programmation stratégique et le développement d'une culture de l'évaluation
 - Mettre à la disposition des autorités locales une Cour des comptes locale
 - Optimiser la tutelle sur les pouvoirs locaux
 - Développer la formation continuée des élus locaux
 - Mettre en avant les comportements éthiques dans un code de déontologie
- > **Renforcer l'action de proximité, urbaine et rurale (Politique des grandes villes, ruralité)**
- > **Renforcer la performance du service public par le déploiement de l'e-gouvernement et la simplification administrative**
- > **Renforcer la relation avec le citoyen**
- > **Renforcer la concertation avec la Région wallonne**

UNE NECESSAIRE STABILITE FINANCIERE POUR LES POUVOIRS LOCAUX

- > **Assurer un strict principe de neutralité budgétaire, pour les pouvoirs locaux, des décisions prises par les autorités supérieures**
- > **Agir sur les recettes:**
 - Pérenniser par décret les compensations des exonérations de précompte immobilier et du Plan Marshall
 - Réaliser un nouveau pacte fiscal et assurer une indexation automatique des taxes et redevances
 - Trouver de nouvelles bases pour un impôt immobilier plus juste
 - Assurer un juste retour de l'utilisation du domaine public: activation de la redevance gaz, création d'une redevance pour utilisation de la voirie et ristourne dans le cadre de la vignette autoroutière
 - Mettre en place un système de droit de tirage pour les subventions; simplifier les subsides
 - Organiser un mécanisme d'avances systématiques sur les additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques
 - Agir sur les recettes énergétiques: mettre en œuvre un mécanisme assurant la stabilité des dividendes communaux issus des participations énergétiques
- > **Agir sur les dépenses:**
 - Agir sur les dépenses de transfert vers les CPAS: refinancer le Fonds spécial de l'aide sociale
 - Diminuer la tarification de l'éclairage public
 - Soutenir l'investissement local via une TVA ramenée à 6 % (travaux de voirie, logement, infrastructures d'accueil de l'enfance)
 - Refuser l'imposition, aux villes et communes, d'une trajectoire budgétaire inadaptée
 - Agir sur les dépenses dans 4 dossiers fédéraux cruciaux pour les pouvoirs locaux: pensions, police, incendie, hôpitaux



DES RESSOURCES HUMAINES PERFORMANTES

- > Associer les pouvoirs locaux-employeurs comme partenaires à part entière de négociations syndicales tripartites
- > Rénover la gestion du service public local: assouplir le statut pour dépasser la dichotomie entre statutaires et contractuels; réformer le statut des grades légaux pour développer leur responsabilité managériale
- > Assurer le financement des pensions du personnel statutaire et contractuel des pouvoirs locaux
- > Soutenir les «nouveaux métiers» communaux
- > Investir dans la formation des agents
- > Etablir une norme salariale globale pour piloter les dépenses de personnel

ACCROITRE L'EFFICACITE DE L'ACTION PAR LE DEVELOPPEMENT DE SYNERGIES

- > Accroître les synergies entre communes: ajuster le niveau pertinent de l'action supracommunale: intercommunales et communautés de communes
- > Accroître les synergies entre la commune et son centre public d'action sociale
- > Accroître les synergies entre la commune et ses organismes locaux d'intérêt public: consolider leur ancrage communal
- > Accroître les synergies entre la Région et l'UVCW, entre les administrations régionales et locales
- > Accroître les synergies avec le secteur privé: développer les partenariats public-privé

L'EFFICACITE AU SERVICE DES MISSIONS DE PROXIMITE: APPLICATIONS CONCRETES DU PRINCIPE DE SUBSIDIARITE

- > Permettre et renforcer la planification sectorielle stratégique, au travers d'outils spécifiques efficaces: schéma de structure communal, plan communal de mobilité, plan communal de développement de la nature, etc., et assurer les moyens de leur mise en œuvre. Œuvrer à de nouveaux outils comme le «schéma de structure communal partiel», le «schéma de structure supralocal», le «schéma de développement commercial»
- > Appuyer l'expertise locale en finançant et en maintenant le financement des «nouveaux métiers» que sont les conseillers en aménagement du territoire, les conseillers en mobilité, les conseillers en énergie, les conseillers en logement, les conseillers en environnement, etc., et s'appuyer sur l'expertise de l'UVCW pour les former et renforcer leurs capacités d'action
- > Etablir un droit de tirage en matière de travaux subsidiés (voirie) et d'investissements énergétiques de manière à optimiser le rythme des investissements publics et à en accroître l'efficacité



Et plus spécifiquement:

(Consultez à ce propos nos différents mémorandums sectoriels)

> En aménagement du territoire:

- Offrir un cadre régional de référence aux pouvoirs locaux, actualiser le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) et en inscrire les priorités dans la révision globale des plans de secteur
- Renforcer le dialogue commune/Région en faisant du fonctionnaire délégué un réel partenaire de la commune qui l'éclaire dans ses choix
- Assurer une réelle politique foncière en créant un fonds régional pour les acquisitions ou expropriations, en créant des «droits de construction» comme système d'échange foncier et en mettant en place un système de «captation» des plus-values foncières
- Mettre en place une plate-forme informatique accessible aux administrations régionales et locales
- En matière d'informations urbanistiques, développer au sein de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire (DGO 4) une interface accessible aux notaires et aux communes
- Œuvrer à la simplification administrative en améliorant la structure du Cwatupe et en adoptant un lexique
- Mener une évaluation et une concertation avant toute nouvelle réforme du Cwatupe
- Encourager et soutenir la participation des citoyens

> En logement:

- Renforcer les moyens budgétaires régionaux dévolus au logement
- Favoriser les partenariats public-privé 'gagnant-gagnant' en favorisant la formation d'agents communaux spécialisés en montage de projet
- Soutenir la demande de voir diminuer la TVA sur la construction de logements sociaux et moyens
- Consolider l'ancrage local (rôle moteur de la commune) en développant les synergies avec les partenaires des communes en matière de logement, notamment par la conclusion de contrats de gestion



> **En énergie:**

- Favoriser les partenariats public-privé (PPP)
- Soutenir la demande d'une tarification adéquate de l'éclairage public
- Obtenir un mécanisme assurant la stabilité des dividendes communaux issus des participations énergétiques

> **En mobilité:**

- Réfléchir à ce que la Sofico puisse inclure les travaux routiers communaux dans son plan quinquennal
- Permettre aux communes de mener une politique de stationnement efficace (soutien aux revendications fédérales en matière de force probante des constats des agents et d'accès aux répertoires d'immatriculation, révision de la circulaire «De Saeger»)



> **En environnement:**

- Augmenter les synergies avec la DGO 3, laquelle pourrait fournir un ensemble de services aux pouvoirs locaux en fonction de leurs besoins et, notamment, un registre informatisé «centralisé» des permis d'environnement; des protocoles de collaboration pourraient être utilement finalisés ou renforcés avec le Département des Permis et Autorisations (DPA), le Département de la Police et des Contrôles (DPC) et le Département de la Nature et des Forêts (DNF)
- Optimiser les synergies structurelles entre les opérateurs de déchets et entre les gestionnaires de réseaux d'énergie dans un but de gestion rationnelle des finances publiques locales



> **En enfance - sport - culture:**

- Renforcer les moyens budgétaires régionaux et communautaires dévolus à l'enfance, au sport et à la culture
- Simplifier le paysage des diverses subventions et des acteurs compétents
- Consolider la coordination entre la Communauté française et la Région wallonne en ce qui concerne les subventions et la réglementation applicable

L'EUROPE ET AU DELA DES FRONTIERES

- > Assurer la représentation des communes wallonnes au Comité des Régions
- > Se mobiliser pour sauvegarder la spécificité des services publics locaux
- > Soutenir les communes, partenaires à part entière de la coopération internationale.



Consultez notre mémorandum général ainsi que nos différents mémorandums sectoriels sur notre site Internet www.uvcw.be





Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl